

COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ

Saisine n°2010-87

DECISION

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 18 juin 2010,
par Mme Valérie FOURNEYRON, députée de Seine-Maritime

La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 18 juin 2010, par Mme Valérie FOURNEYRON, députée de Seine-Maritime, à la demande de M. M.C., qui se plaint d'avoir été victime d'une interpellation « musclée et injustifiée », par des fonctionnaires de police, à Rouen, le 3 mai 2009.

> DÉCISION

En vertu de l'article 4 de la loi du 6 juin 2000, la Commission nationale de déontologie de la sécurité ne peut être saisie que de faits commis dans l'année précédant sa saisine et aucune exception n'est prévue à cette règle.

En conséquence, elle constate l'irrecevabilité de cette saisine.

Adopté le 5 juillet 2010.

Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,

Le Président,

Roger BEAUVOIS